

# Faits, faux et science du climat

Recommandations pour améliorer l'intégrité de l'information sur les questions climatiques

Résumé à l'intention des décideurs politiques 2025.2

## SYNOPSIS

Les informations trompeuses sur les causes et les conséquences du changement climatique entravent l'efficacité des réponses politiques. Ce *résumé à l'intention des décideurs* résume les conclusions du *rapport de synthèse* "Intégrité de l'information sur la science du climat : Un examen systématique" ([SR2025.1](#)).

La principale conclusion du *rapport de synthèse* est que des acteurs puissants - y compris des entreprises, des gouvernements et des partis politiques - diffusent intentionnellement des récits inexacts ou trompeurs sur le changement climatique d'origine anthropique. Ces récits circulent sur les canaux de communication numériques, audiovisuels et interpersonnels.

Il en résulte une baisse de la confiance du public, une diminution de la coordination des politiques et une boucle de rétroaction entre le négationnisme scientifique et l'inaction politique.

La recherche sur l'intégrité de l'information climatique dans les pays du Sud, où les impacts sont probablement importants mais mal documentés, présente de graves lacunes.

Les principaux enseignements de la synthèse sont les suivants :

1. des campagnes de désinformation coordonnées façonnent activement les récits sur le climat ;
2. le consensus scientifique est souvent déformé dans les médias ;
3. l'application de la réglementation et l'accès aux données restent inégaux au niveau mondial ;
4. la recherche sur l'intégrité de l'information est fortement concentrée dans les pays du Nord.

Le rapport se termine par une évaluation des recommandations politiques qui ont été formulées au fil du temps, en identifiant pour les décideurs politiques les quatre domaines dans lesquels l'impact a été constamment positif :

- **la législation** visant à garantir la normalisation de la déclaration et de l'étiquetage des émissions de carbone,
- **des litiges** pour garantir l'application des normes,
- **la création de coalitions** entre les groupes de parties prenantes,
- **l'éducation** des décideurs politiques et du public.

Cette étude constitue la première évaluation globale et systématique de l'intégrité de l'information sur la science du climat. Elle s'appuie sur les recherches de centaines d'universitaires et sur des milliers d'études évaluées par des pairs et publiées au cours de la dernière décennie, ainsi que sur un examen méthodologiquement rigoureux de 300 documents portant sur des solutions politiques.

Cette base de données consolidée affirme un consensus scientifique et précise les mesures urgentes que les décideurs politiques doivent adopter pour protéger l'humanité - et la planète dont nous dépendons - d'une menace climatique qui s'accélère.

## INTRODUCTION

Le débat mondial sur le changement climatique ne porte plus seulement sur le carbone, mais aussi sur la crédibilité. Les efforts visant à retarder l'action sur le climat sont de plus en plus souvent menés à travers l'environnement de l'information : par des messages déformés, des appels chargés d'émotion et une persuasion très ciblée. Ces efforts compromettent l'intégrité de la communication sur le climat, affaiblissent l'autorité institutionnelle et découragent l'engagement public et politique.

Ce résumé à l'intention des décideurs politiques reprend les conclusions d'une synthèse scientifique complète réalisée par le Groupe international sur l'environnement de l'information [1]. Le document technique passe en revue 300 études évaluées par des pairs et des synthèses globales réalisées au cours de la dernière décennie. Il décrit la transformation des tactiques de communication sur le climat, identifie les nouveaux vecteurs de menace et met en évidence les lacunes structurelles de la base de données actuelle.

Il en ressort une image de perturbation stratégique, soigneusement conçue pour paraître modérée, raisonnable et fondée sur des données, tout en faisant discrètement obstruction à l'action. Les dommages sont ressentis non seulement dans l'opinion publique, mais aussi dans les processus d'élaboration des politiques eux-mêmes. Pour comprendre pleinement la perturbation stratégique, il faut

1. une **synthèse des connaissances** sur les origines et les conséquences de la crise de l'intégrité de l'information concernant la science du climat ;
2. la documentation des **lacunes de la recherche** qui limitent la compréhension de l'information et de la communication sur le changement climatique ; et
3. l'identification des moyens d'**atténuer la crise de l'intégrité de l'information** sur la science du climat.

Pour atteindre ces objectifs, l'examen a porté sur six questions :

- **Qui.** Qui est à l'origine des informations qui ignorent, contournent et sapent la science du climat ?
- **Qu'est-ce que cela veut dire ?** Quelles catégories d'informations et quelles pratiques de communication menacent l'intégrité de l'information ?
- **Dans quel canal.** Quels sont les médias qui diffusent des informations trompeuses ?
- **À qui ?** Qui est concerné par l'affaiblissement intentionnel et accidentel de la science du climat ?
- **Avec quels effets.** Quel est l'impact des informations trompeuses sur la compréhension, les opinions et les comportements humains en matière de changement climatique ?
- **Avec quelles solutions potentielles ?** Quelles solutions ont été identifiées par la recherche pour contrer la menace qui pèse sur l'intégrité de l'information concernant la science du climat ?

## RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DES CONNAISSANCES

**Qui.** Les principaux agents de la désinformation climatique sont de puissants intérêts économiques et politiques : entreprises de combustibles fossiles, partis politiques, gouvernements et États-nations. Ces puissances ont uni leurs forces dans des alliances qui opèrent souvent sans contrôle public ni transparence. Les "mercenaires" scientifiques aident et encouragent la production et la diffusion de fausses informations. Les médias traditionnels et les médias sociaux ont laissé tomber le public face au risque existentiel du changement climatique.

**Qu'est-ce que cela veut dire ?** Les stratégies visant à nier les réalités du changement climatique et les preuves de la science du climat ont évolué vers une minimisation de la gravité du changement climatique. Cela a pour effet d'écarter les approches d'atténuation et d'adaptation nécessaires et de remettre en question la pertinence et l'efficacité des solutions disponibles.

Dans le même temps, le nationalisme climatique s'est développé, ce qui entrave la mise en place de solutions globales et concertées à la crise climatique.

**Dans quel canal.** Les médias classiques et les médias sociaux sont des vecteurs d'informations fausses et trompeuses sur le changement climatique. Un troisième canal de communication, par exemple, comprend les rapports de durabilité des entreprises et les échanges à huis clos entre les intérêts commerciaux et les décideurs politiques. Ces canaux permettent aux élites de servir des gains économiques et politiques à court terme au détriment des intérêts à long terme du public.

**À qui s'adresse-t-elle ?** Tout le monde peut être la cible d'informations trompeuses sur le changement climatique. Mais certaines personnes sont stratégiquement choisies comme cibles d'influence : Les élus, les fonctionnaires et les autres décideurs sont les maillons centraux des chaînes de communication qui façonnent les politiques et les décisions.

**Avec quels effets ?** Ces communications influencent l'opinion publique et l'élaboration des politiques au fil du temps, en plusieurs étapes, dans différents contextes sociaux et culturels. Les théories du complot et autres informations erronées sapent la confiance du public dans la science du climat et dans les institutions qui traduisent les preuves scientifiques en politiques opportunes.

**Avec quelles solutions potentielles.** La recherche a identifié quatre voies pour réparer et maintenir l'intégrité de l'information sur la science du climat :

- Tout d'abord, la **législation et la réglementation** peuvent imposer aux entreprises privées et aux institutions publiques des rapports normalisés sur le carbone. En combinaison avec des procédures transparentes d'étiquetage du contenu et de fourniture d'informations correctives, la désinformation sur les médias sociaux peut être atténuée ([SFP2023.1](#)).
- Deuxièmement, les **litiges** permettent aux acteurs étatiques et non étatiques d'intenter des actions en justice contre les entreprises qui pratiquent l'écoblanchiment et d'autres formes de communication trompeuse.
- Troisièmement, les contre-publics - **alliances** de citoyens, de communautés locales et d'organisations de la société civile - peuvent répondre aux alliances et les contrebalancer

construit par les entreprises, les lobbies politiques et les groupes de réflexion qui cherchent à entraver et à retarder l'action en faveur du climat.

- Quatrièmement, l'**éducation aux sciences et aux médias** représente une stratégie à long terme qui permet aux citoyens et aux publics de répondre à la crise de l'intégrité de l'information sur la science du climat.

## RÉSULTAT 1 : LE SCEPTICISME STRATÉGIQUE REMPLACE LE NÉGATIONNISME

### RÉSULTATS CLÉS

Les stratégies de désinformation climatique passent du déni pur et simple à des positions vaguement sceptiques.

Le déni de la réalité du changement climatique et des résultats de la science du climat a été remplacé par un *scepticisme stratégique*, qui sème le doute sur la nature du problème et sur la faisabilité et le rapport coût-efficacité des solutions disponibles. Le scepticisme brouille les cartes de l'environnement d'information, en modifiant le sujet du changement climatique et en confondant les questions scientifiques de cause, d'effet et de remède.

*Le négationnisme* remet en question le changement climatique en tant que fait, la science du climat en tant que source fiable de preuves et l'action en faveur du climat en tant que question politique importante.

*Le scepticisme* reconnaît au contraire que le changement climatique est un fait, mais remet en question ses causes humaines. Il sape les preuves scientifiques des causes humaines et des conséquences sociales du changement climatique et encourage le doute quant à la faisabilité et à la rentabilité des politiques climatiques.

*Les acteurs* responsables de la désinformation climatique restent les mêmes :

- les industries des combustibles fossiles et autres, qui occultent leur responsabilité dans le changement climatique, font obstruction à l'action en faveur du climat et font de l'écoblanchiment sur leurs empreintes carbone ;
- les mouvements populistes de droite, qui promeuvent des plates-formes politiques sceptiques et le nationalisme climatique ; et
- des alliances d'acteurs politiques et économiques qui alimentent le scepticisme dans l'élaboration des politiques et le débat public et qui sont soutenues par des groupes de réflexion conservateurs et des organisations philanthropiques.

## RÉSULTAT 2 : LES DÉCIDEURS POLITIQUES SONT LES PRINCIPALES CIBLES DE LA DÉSINFORMATION

### RÉSULTATS CLÉS

Les décideurs politiques jouent un rôle central dans les chaînes qui traduisent la désinformation en obstruction et en retardement de l'action climatique.

La désinformation climatique est surtout associée aux médias sociaux et aux médias de masse qui influencent les attitudes et les comportements du public. Mais *les décideurs politiques* occupent une position centrale dans les chaînes de communication qui traduisent la science du climat en décisions et en actions - ou en inactions.

Les politiciens élus, les fonctionnaires et les autres agents publics sont les cibles de la désinformation sur le climat.

Les démocraties prospèrent grâce à la communication des citoyens entre eux et avec leurs représentants élus. Or, une grande partie des informations sur le changement climatique qui sont actuellement diffusées par des intérêts puissants dans les institutions de gouvernance publique sont incorrectes et peu fiables. Les sources de ces informations erronées et les canaux de leur diffusion échappent généralement à l'examen du public.

Les principales *sources de* désinformation ciblant les décideurs politiques sont les groupes de réflexion conservateurs, les lobbies industriels et les scientifiques à gages.

Les *canaux de* désinformation des décideurs politiques comprennent les rapports de durabilité des entreprises, les campagnes de relations publiques visant à blanchir les entreprises, les notes politiques partisans et les réseaux interpersonnels d'entreprises et d'acteurs politiques.

## RÉSULTAT 3 : LA DÉSINFORMATION ÉRODE LA CONFIANCE DU PUBLIC

### RÉSULTATS CLÉS

La désinformation conduit les gens à perdre confiance dans la science du climat et dans un avenir plein d'espoir pour eux-mêmes.

Le principal effet de la désinformation sur le public est la *perte de confiance dans la science du climat*. Les théories du complot renforcent cette méfiance et alimentent les sentiments de désillusion et d'impuissance. En conséquence, les citoyens deviennent sceptiques non seulement à l'égard des institutions qui œuvrent à la création d'un avenir durable, mais aussi à l'égard de leur propre capacité à contribuer de manière significative à la lutte contre le changement climatique. à changer.

Tout comme le changement climatique, la désinformation a des effets à long terme. Plutôt que de façonner les attitudes et les comportements à court terme, la désinformation entraîne une *diminution de l'engagement* dans les questions de politique climatique et de *l'intérêt pour* les initiatives d'atténuation.

La méfiance est alimentée *par un cercle vicieux d'informations erronées* qui font le va-et-vient entre l'opinion publique et les décideurs politiques. Par exemple, les élites économiques et politiques encouragent le climato-scepticisme, ce qui alimente l'opposition du public aux politiques climatiques. Cette opposition se répercute à son tour sur l'élite économique et politique.

et a un impact négatif sur l'élaboration des politiques et la prise de décision.

## RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Depuis des décennies, la science du climat documente l'accélération de la crise climatique et les solutions disponibles [2]. Les Nations unies ont reconnu que l'accès à l'information sur le changement climatique était un droit de l'homme [3] et ont énoncé une série de principes mondiaux visant à préserver l'intégrité des informations accessibles au public sur le changement climatique et d'autres domaines critiques [4].

Malheureusement, la crise de l'intégrité de l'information exacerbe la crise climatique. Heureusement, la science de l'intégrité de l'information sur les questions climatiques commence à révéler les leviers politiques positifs et constructifs pour améliorer la compréhension du climat par le public. Sur la base de l'analyse de 300 publications évaluées par des pairs, produites au cours d'une décennie de recherche, quatre options politiques sont recommandées.

1. **Une législation** est nécessaire pour garantir que le public et les décideurs politiques disposent d'informations précises, cohérentes, fiables et transparentes sur le changement climatique. La législation devrait imposer aux entreprises privées et aux institutions publiques l'établissement de rapports normalisés sur leur empreinte carbone. Les plateformes numériques et autres moyens de communication devraient mettre en œuvre des procédures transparentes d'étiquetage du contenu et de fourniture d'informations correctives.
2. Il est nécessaire que les acteurs étatiques et non étatiques **intentent des procès** contre les entreprises qui pratiquent l'écoblanchiment et d'autres pratiques trompeuses afin de faire respecter les normes et les procédures qui garantissent la disponibilité d'informations exactes et fiables.
3. Des **coalitions de volontaires - au-delà** des frontières nationales et des secteurs privé, public et de la société civile - doivent être créées pour contrebalancer les alliances de puissants intérêts économiques et politiques qui diffusent des informations erronées et font obstacle à l'adoption de mesures urgentes en faveur du climat.
4. **L'éducation** doit élargir et approfondir les connaissances scientifiques et médiatiques des citoyens et des décideurs politiques, qui sont les cibles privilégiées de la désinformation. Ce sont ces décideurs qui rédigent la législation et qui donnent l'impulsion à la société en réponse à la crise climatique.

Pour plus d'informations sur les méthodes d'examen systématique et une analyse plus détaillée des résultats, veuillez consulter le rapport de synthèse principal, "Information Integrity about Climate Science : Un examen systématique" [1].

## CONCLUSION

La crise climatique du XXI<sup>e</sup> siècle constitue un risque existentiel pour l'avenir de l'humanité et de la biodiversité [5]. Réaffirmant la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, l'Accord de Paris de 2015 [6], auquel ont souscrit 195 parties, a précisé les moyens de réduire les émissions de carbone d'ici 2030 et d'atteindre des émissions nettes nulles en 2050. Mais le monde a déjà dépassé la limite de 1,5°C indiquée dans l'Accord de Paris [7].

La science du climat a fourni des preuves sur les sources anthropogéniques du changement climatique et sur les solutions qui s'offrent à l'humanité. Néanmoins, des informations inexactes et peu fiables sur la nature du changement climatique sont largement diffusées auprès du public et des décideurs politiques, ce qui entrave et retarde l'action en faveur du climat. Pour que les mesures en faveur du climat soient prises en temps voulu, il faut que les institutions nationales et internationales réagissent dès maintenant à la crise de l'intégrité de l'information concernant la science du climat. Les décideurs politiques devraient obtenir davantage de données comparatives, en particulier des pays du Sud, sur l'intégrité de l'information climatique.

Le présent *résumé à l'intention des décideurs* fournit des informations sur la crise de l'intégrité de l'information et indique les mesures à prendre pour réparer et maintenir l'intégrité de l'information dans le domaine du climat. Tout comme la crise climatique, la crise de l'intégrité de l'information a été provoquée par l'homme. C'est à nous et à nos dirigeants politiques qu'il incombe de résoudre ces deux crises au cours de la période qui s'ouvre entre 2025 et 2050.

## RÉFÉRENCES

- [1] Panel international sur l'environnement de l'information [E. Elbeyi, K. Bruhn Jensen, M. Aronczyk, J. Asuka, G. Ceylan, J. Cook, G. Erdelyi, H. Ford, C. Milani, E. Mustafaraj, F. Ogenga, S. Yadin, P. N. Howard, S. Valenzuela (eds.)], "Information Integrity about Climate Science : A Systematic Review", Zurich, Suisse : IPIE, 2025. SR2025.1, doi : 10.61452/BTZP3426.
- [2] Core Writing Team, H. Lee, et J. Romero, Eds, *Climate Change 2023 : Rapport de synthèse. Contribution des groupes de travail I, II et III au sixième rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*. Genève, Suisse : GIEC, 2023. Consulté : 14 avril 2025. [en ligne]. Disponible : [https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC\\_AR6\\_SYR\\_FullVolum e.pdf](https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolum e.pdf)
- [3] E. Morgera, "Promotion et protection des droits de l'homme dans le contexte du changement climatique : Accès à l'information sur le changement climatique et les droits de l'homme", Nations Unies, août 2024. Consulté : 16 avril 2025. [En ligne]. Disponible : <https://reliefweb.int/report/world/report-special-rapporteur-promotion-and-protection-human-rights-context-climate-change-access-information-climate-change-and-human-rights-a79176-enarruz>
- [4] Nations Unies, "Principes mondiaux des Nations Unies pour l'intégrité de l'information", 2024. Consulté : 15 mai 2025. [En ligne]. Disponible : <https://www.un.org/en/information-integrity/global-principles>.
- [5] C. Huggel et al, "The existential risk space of climate change," *Climatic Change*, vol. 174, no. 1-2, p. 8, Sep. 2022, doi : 10.1007/s10584-022-03430-y.
- [6] Nations unies, " Accord de Paris ", CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), 2015. Accédé : 14 avril 2025. [En ligne]. Disponible : [https://unfccc.int/sites/default/files/english\\_paris\\_agreement.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/english_paris_agreement.pdf).
- [7] Nations Unies, "1.5°C : what it means and why it matters", Nations Unies. Consulté : 14 avril 2025. [En ligne]. Disponible : <https://www.un.org/en/climatechange/science/climate-issues/degrees-matter>

## REMERCIEMENTS

### Les contributeurs

Auteurs de la rédaction : Ece Elbeyi (scientifique consultant, Turquie), Klaus Bruhn Jensen (président du groupe, Danemark), Melissa Aronczyk (Canada/États-Unis), Jusen Asuka (Japon), Gizem Ceylan (Turquie/États-Unis), John Cook (Australie), Gabor Erdelyi (Hongrie/Nouvelle-Zélande), Heather Ford (Afrique du Sud/Australie), Carlos Milani (Brésil), Eni Mustafaraj (Albanie/États-Unis), Fredrick Ogenga (Kenya), Sharon Yadin (Israël), Philip Howard (président de l'IPIE, Canada/Royaume-Uni), Sebastián Valenzuela (directeur scientifique de l'IPIE et président du comité Science & Méthodologie, Chili). Méthodologie, Chili). Codeurs : Mara Günther et Maria Florencia Nebreda.

Examens généraux indépendants : Robert Brulle, Jennifer Jacquet, Stephan Lewandowsky et Timmons Roberts. Vérification des faits : Heidi Schultz. Conception : Domenico Di Donna. Révision : Romilly Golding. Nous remercions le secrétariat de l'IPIE pour son soutien : Lola Gimferrer, Egerton Neto, Wiktorja Schulz, Donna Seymour, Anna Staender et Alex Young.

### Citation préférée

Un *résumé de l'IPIE pour les décideurs politiques* fournit un aperçu de haut niveau de l'état des connaissances et est destiné à un large public. Un *rapport de synthèse de l'IPIE* utilise des techniques de méta-analyse scientifique, d'examen systématique et d'autres outils d'agrégation des preuves, de généralisation des connaissances et d'établissement d'un consensus scientifique, et est destiné à un public d'experts. Un *document technique de l'IPIE* aborde des questions de méthodologie ou fournit une analyse politique sur un problème réglementaire précis. Tous les rapports sont disponibles sur le site web de l'IPIE ([www.IPIE.info](http://www.IPIE.info)).

Ce document doit être cité comme suit :

Panel international sur l'environnement de l'information [E. Elbeyi, K. Bruhn Jensen, M. Aronczyk, J. Asuka, G. Ceylan, J. Cook, G. Erdelyi, H. Ford, C. Milani, E. Mustafaraj, F. Ogenga, S. Yadin, P. N. Howard, S. Valenzuela (eds.)], "Facts, Fakes, and Climate Science : Recommandations pour améliorer l'intégrité de l'information sur les questions climatiques" Zurich, Suisse : IPIE, 2025. SFP2025.2, doi : 10.61452/QHRL3301.

### Bailleurs de fonds

Le Panel international sur l'environnement de l'information (IPIE) remercie ses bailleurs de fonds pour leur soutien. Pour obtenir la liste complète des partenaires financiers, veuillez consulter le site [www.IPIE.info](http://www.IPIE.info). Les opinions, résultats, conclusions ou recommandations exprimés dans ce document sont ceux de l'IPIE et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des bailleurs de fonds.

### Déclaration d'intérêts

Les rapports de l'IPIE sont élaborés et révisés par un réseau mondial de chercheurs affiliés et de scientifiques consultants qui constituent des groupes scientifiques ciblés et des équipes contributeurs.

Tous les contributeurs et évaluateurs remplissent des déclarations d'intérêts, qui sont examinées par l'IPIE aux stades appropriés du travail.

### Informations sur les droits d'auteur



Cette œuvre est placée sous licence Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0).

## A PROPOS DE L'IPIE

Le Panel international sur l'environnement de l'information (IPIE) est une organisation scientifique indépendante et mondiale qui s'engage à fournir les connaissances scientifiques les plus exploitables sur les menaces qui pèsent sur l'environnement de l'information dans le monde. Basé en Suisse, l'IPIE a pour mission de fournir aux décideurs politiques, à l'industrie et à la société civile des évaluations scientifiques indépendantes sur l'environnement mondial de l'information en organisant, en évaluant et en valorisant la recherche, dans le but général d'améliorer l'environnement mondial de l'information. Des centaines de chercheurs du monde entier contribuent aux rapports de l'IPIE.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Panel international sur l'environnement de l'information (IPIE), [secretariat@IPIE.info](mailto:secretariat@IPIE.info). Seefeldstrasse 123, P.O. Box, 8034 Zurich, Suisse.



Panel international sur  
l'environnement de  
l'information

Seefeldstrasse 123  
Boîte postale 8034  
Zurich Suisse

